



Église et développement

Reconnaître que l'on est une créature de Dieu n'est pas seulement avoir l'Éternel avec soi, c'est aussi se reconnaître une solidarité avec toutes les autres créatures et se sentir pris dans la grande Histoire de la Rédemption. Fabrice Hadjadj

Il y a 50 ans, le pape Paul VI publiait l'encyclique *Populorum Progressio* qui a marqué un tournant dans l'enseignement social de l'Église. Depuis lors, le monde a beaucoup changé et nous percevons que les problèmes sont devenus globaux. Le pape François montre qu'il y a des liens entre la destruction des écosystèmes, la tentation transhumaniste, les injustices sociales et économiques, le consumérisme égoïste et mercantile, l'idolâtrie de la technologie. Nous sommes invités à une réflexion en profondeur.

Jacques Zeegers expose les différentes problématiques reprises dans les encycliques sociales depuis *Populorum progressio* jusqu'à *Laudato si'*. Les fondements sont inchangés mais dans chaque encyclique l'attention est apportée aux problèmes du moment et l'accent est mis sur les aspects particuliers qui y sont liés.

Monseigneur Delville résume la lettre des évêques de Belgique intitulée *Populorum Communio*. Les évêques relèvent quatre défis : la technologie et le développement des sciences, l'économie, les conflits entre nations et la diffusion de la violence, et enfin l'écologie. Ils invitent les chrétiens à relever ces défis à la lumière de l'Évangile de l'aveugle-né.

Le père Abou Naoum, délégué de l'évêque auxiliaire de Bruxelles pour les relations avec l'islam, montre l'impact des relations interreligieuses sur la communion des

peuples. La dimension religieuse est à prendre en compte pour la recherche de la paix.

Le père Guy Theunis, missionnaire d'Afrique, répond très clairement aux questions de Jacques Zeegers sur le développement en Afrique et l'avenir de ce continent.

L'ONG *Iles de paix* vise l'autonomie des hommes et des femmes en milieu rural. Les changements matériels doivent être associés au développement personnel des agriculteurs et de leurs familles pour que le progrès soit durable.

Justice et Paix – crée par Paul VI il y a cinquante ans – promeut toujours la justice sociale entre les nations. Sur le terrain, des citoyens s'engagent pour l'éducation, l'écologie... et invitent à prendre conscience de la responsabilité de chaque individu.

Populorum Progressio a suscité dans notre pays le développement de Caritas, Justice et Paix, Entraide et Fraternité, Vivre ensemble (les opérations 11.11.11). Ces associations visent aussi le développement intégral des personnes : « vivre plus simplement pour que les autres puissent tout simplement vivre ».

Belle rentrée sous le signe de la sobriété heureuse,
Pour l'équipe de rédaction,

Véronique Bontemps

De *Populorum progressio* à *Laudato si'* L'Église à l'écoute des «signes des temps»

L'Église célèbre cette année le cinquantième anniversaire de l'encyclique *Populorum progressio* publiée le jour de la fête de Pâques 1967 par le bienheureux pape Paul VI. Cette encyclique a marqué un tournant dans l'enseignement social de l'Église : pour la première fois, la question des rapports entre pays pauvres et pays riches était abordée de façon systématique. Saint Jean XXIII avait déjà largement ouvert cet enseignement sur les questions internationales en 1963 avec *Pacem in Terris*, juste après la crise de Cuba de 1962 qui avait fait craindre à certains le déclenchement d'une troisième guerre mondiale. La question du développement y avait déjà été abordée mais elle n'était pas encore au centre des préoccupations.

À LA SUITE DE VATICAN II

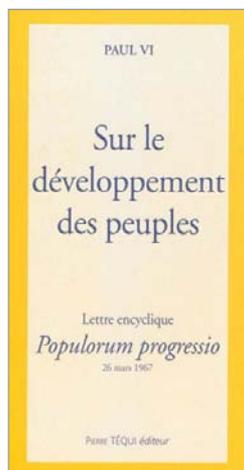
Avec *Populorum progressio*, Paul VI a voulu mettre en pratique le devoir de l'Église affirmé par Vatican II de «scruter à tout moment les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, d'une manière adaptée à chaque génération, aux questions éternelles des hommes»¹. On observe une grande continuité entre les encycliques sociales, depuis *Rerum Novarum* (1891), la première du genre. Les fondements sont inchangés, mais une attention particulière est chaque fois apportée aux problèmes de l'heure. En 1967, le processus de décolonisation était pratiquement achevé. Il était donc temps de définir les relations entre les peuples sur des bases nouvelles. «Aujourd'hui, écrivait-il, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale. (...) Les peuples de la faim interpellent aujourd'hui de façon dramatique les peuples de l'opulence».⁽³⁾²

Cette encyclique rappelle à sa manière les grandes valeurs évangéliques de solidarité, de fraternité et de charité telles que Jésus nous les a enseignées et les applique à la question du développement s'en prenant notamment à «l'impérialisme international de l'argent» (26) déjà dénoncé par Pie XI dans *Quadragesimo anno*, et invitant les responsables à établir des rapports plus équitables au sein de l'économie mondiale. (56)

TOUT L'HOMME ET TOUS LES HOMMES

À travers tous les appels à plus de justice et de solidarité, on perçoit que la préoccupation fondamentale de Paul VI est celle d'un développement intégral qu'il résume bien en parlant d'un «développement intégral de tout l'homme et de tous les hommes.» «Un humanisme clos, fermé aux valeurs de l'esprit et

à Dieu qui en est la source, pourrait apparemment triompher. Certes l'homme peut organiser la terre sans Dieu, mais "sans Dieu il ne peut en fin de compte que l'organiser contre l'homme. L'humanisme exclusif est un humanisme inhumain." Il n'est donc d'humanisme vrai qu'ouvert à l'Absolu». (42) Ce thème sera notamment développé par Benoît XVI dans *Caritas in Veritate*. Comme on peut le lire dans le psaume 126, «si le Seigneur ne bâtit la maison, les bâtisseurs travaillent en vain; si le Seigneur ne garde la ville, c'est en vain que veillent les gardes.» Ceci n'a évidemment pas empêché le pape d'en appeler à toutes les bonnes volontés dans sa conclusion : «Nous appelons tous les hommes de bonne volonté à nous rejoindre fraternellement. Car si le développement est le nouveau nom de la paix, qui ne voudrait y œuvrer de toutes ses forces? Oui, tous, Nous vous convions à répondre à notre cri d'angoisse, au nom du Seigneur.» (87)



Depuis la publication de l'encyclique *Populorum progressio*, le monde a bien changé : quatre papes se sont depuis lors succédé à la tête de l'Église, et chacun d'eux, sauf peut-être Jean-Paul I^{er} qui n'en pas eu le temps, a contribué à enrichir ce trésor qu'est l'enseignement social de l'Église, chaque fois en s'efforçant d'interpréter les signes des temps.

LES STRUCTURES DE PÉCHÉ

Avec *Sollicitudo rei socialis*, publié en 1987 à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de *Populorum progressio*, saint Jean-Paul II constate avec quelque tristesse que les «espoirs de développement, alors si vifs, semblent aujourd'hui beaucoup plus éloignés encore de leur réalisation» (12). Il insiste beaucoup sur le caractère moral de la question du sous-développement. Une des nouveautés de ce texte est la référence à ce qu'il appelle les «structures de péché». (36) «On vise par là des institutions, des organisations, des personnes morales etc. qui sont le produit des activités des hommes, orientées vers un objectif, et qui, peut-être même sans mauvaises intentions, peuvent procurer de la violence

1. Constitution *Gaudium et spes*, 4 & 1

2. Les numéros entre parenthèses renvoient aux numéros de paragraphes du document cité.



Source: pexels.com

Champs cultivés au Cambodge

et des injustices.»³ Ces structures de péché prennent toujours racine dans des péchés personnels « *qui les font naître, les consolident et les rendent difficiles à abolir* ». Si elles conditionnent la conduite des hommes, il n'y a donc là aucun déterminisme et il est de la responsabilité de chacun de les combattre à son niveau. Structure de péché ne veut donc pas dire péché collectif où tout le monde et personne ne se sent responsable.

Une autre encyclique sociale qui, parmi d'autres, a marqué le pontificat de Jean-Paul II est *Centesimus annus* publiée en 1991 à l'occasion du centième anniversaire de *Rerum Novarum*. Rédigée immédiatement après la chute du mur de Berlin, cette encyclique revient sur le rejet du socialisme matérialiste déjà condamné par son prédécesseur avec beaucoup de clairvoyance 25 ans avant la révolution russe. Il réaffirme le droit de propriété, mais rappelle avec force que celui-ci se heurte à de sérieuses limites devant le principe de la destination universelle des biens qui est à la base de l'enseignement social de l'Église.

L'ÉCONOMIE DU DON

Dans *Caritas et Veritate*, Benoît XVI reprend tous les thèmes chers à ses prédécesseurs en les rapportant au caractère de plus en plus global du monde actuel. Il reprend avec insistance le souci de Paul VI du développement intégral de « tout l'homme » – aussi dans sa dimension spirituelle – et « de tous les hommes ».

Une des nouveautés de ce texte est celle de « l'économie du don » : dans un monde où les relations économiques sont de plus en plus définies par les mécanismes du marché, il est indispensable d'introduire aussi des éléments de gratuité qui seuls peuvent en préserver le caractère humain.

UNE ÉCOLOGIE INTÉGRALE

Interprétant les signes des temps, les papes qui se sont succédé depuis la publication de *Populorum progressio* ont petit à petit pris conscience des graves problèmes liés à l'environnement et on en retrouve, au fur et à mesure, des traces de plus en plus insistantes dans chaque encyclique. Mais c'est le pape François qui, le premier, a jugé indispensable de consacrer toute une encyclique, uniquement à ce thème. *Laudato si'* ayant déjà fait l'objet de nombreux commentaires récents nous n'y reviendrons pas en détail, sinon pour souligner la parfaite filiation entre cette encyclique et *Populorum progressio* qui y est d'ailleurs abondamment citée. En affirmant la nécessité d'une écologie intégrale et en situant cette question au centre des relations entre les pays riches et les pays pauvres, le pape François n'a pas fait autre chose que prolonger l'enseignement du bienheureux pape Paul VI.

Jacques Zeegers

3. Michel Schooyans, *Pour relever les défis du monde moderne. L'enseignement social de l'Église*, Presses de la Renaissance, Paris 2004.

Le développement et la communion des peuples Dansons-nous sur un volcan prêt à entrer en éruption ?

C'est par cette question provocante que débute la lettre des évêques de Belgique publiée le 26 mars 2017 et intitulée *Populorum communio*. La question posée invite à ouvrir les yeux sur les déséquilibres et les injustices qui marquent notre monde. Pour y répondre, les évêques ont écrit cette lettre, qui veut actualiser pour notre pays l'enseignement et l'engagement social de l'Église, à l'occasion des 50 ans de la publication de l'encyclique du pape Paul VI, *Populorum progressio*, le 26 mars 1967.

À l'époque, il s'agissait de s'engager en faveur du développement des peuples, à un niveau planétaire. Aujourd'hui, avec la mondialisation de la société et l'évolution de l'histoire, il s'agit en outre de penser à la communion des peuples, c'est-à-dire à la paix entre les nations, dans la justice et la solidarité. Le pape François nous engage résolument sur cette voie, lui qui a fait son premier voyage pastoral à l'île de Lampedusa pour valoriser l'accueil des réfugiés et des immigrés.

TECHNOLOGIE ET ÉCONOMIE

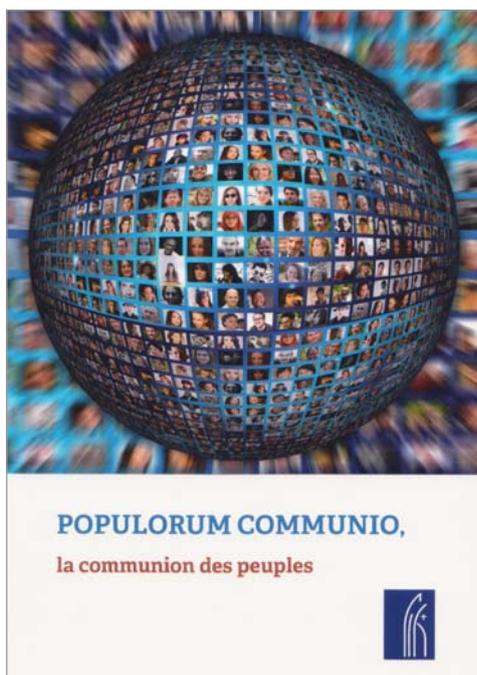
Les évêques relèvent quatre défis dans leur lettre et proposent des pistes de réponse. Le premier défi est celui de la technologie et des conséquences du développement des sciences. «Des innovations constantes changent nos modes de vie. L'ordinateur, le téléphone portable et le développement du numérique ont révolutionné la vie quotidienne sur tous les continents et entraîné une globalisation du monde. La notion de justice sociale est une réponse cohérente aux défis que présentent la science et la technique dans notre monde actuel» (III,1). Le second défi est celui de l'économie. «L'économie crée un grand nombre de personnes exclues des bénéfices et exerce une domination sur les autres secteurs d'activités, au nom d'une logique prépondérante de rentabilité à tout prix» (III,2). Mais «aujourd'hui, grâce à une action inspirée par la justice sociale et la solidarité évangélique, on peut construire une gouvernance mondiale et une conscience sociale internationale qui maîtriseraient les injustices produites par l'économie sauvage et par les guerres locales dévastatrices. On permettrait ainsi de sortir de l'exclusion économique un grand nombre de personnes victimes de cette logique économique non contrôlée» (IV,2).

CONFLITS ET ÉCOLOGIE

Le troisième défi est celui des conflits entre nations et de la diffusion de la violence. «Pour travailler à la communion des peuples, les chrétiens ont à découvrir et à reconnaître l'autre, les autres, proches ou lointains, si différents soient-ils, spécialement les pauvres, mais aussi à changer, à se convertir, à la lumière de la foi en Jésus, d'abord sur le plan personnel, mais aussi au niveau des communautés humaines et chrétiennes ainsi que vis-à-vis des structures» (IV,3). Cela implique en particulier un accueil des réfugiés, qui sont en quête de paix et de sécurité. Le quatrième défi est celui de l'écologie. «Notre mode de vie, les nombreuses crises, la domination de l'économie et la fragmentation des divers secteurs de l'activité humaine menacent les capacités de la terre. Ce sont précisément les plus vulnérables et les plus pauvres d'entre nous qui en sont les premières victimes. De là une invitation à y faire face, un appel à se sentir ensemble responsables de notre 'Maison commune' qu'est la terre. Nous voulons ainsi nous engager sur la voie des institutions 'en transition'» (IV,4).

Les évêques invitent chaque chrétien à relever ces défis à la lumière de l'Évangile de l'aveugle-né (Jean 9,1-41). Celui-ci sera guéri en quatre étapes, qu'on peut synthétiser en quatre mots: regard, geste, communion et mission» (II). Quatre pistes d'action à mettre en œuvre dès aujourd'hui!

*Jean-Pierre Delville,
évêque de Liège*



Les relations interreligieuses Une aide à la communion des peuples

La question des relations interreligieuses connaît un essor à l'échelle mondiale, poussée par la montée du terrorisme qui se réclame du religieux. Cette question de relations interreligieuses et ses impacts sur la communion des peuples n'appartient pas uniquement au monde religieux, mais implique aussi les instances civiles. L'époque de l'indifférence envers le religieux est dépassée. L'instauration d'un dialogue entre religions d'une part, et entre les religions et les États d'autre part s'avère urgente.

Plusieurs facteurs contribuent à l'accélération des rencontres et des dialogues. On peut les regrouper sous trois grands axes : le retour du religieux, l'éclatement géographique des religions et le brassage des populations. Négliger la religion, c'est donc écarter un facteur déterminant dans le vécu de nos sociétés. Les statistiques montrent que le nombre d'adeptes des religions est estimé à 75% de la population mondiale, et que dans certaines régions, les religions restent omniprésentes, voire omnipuissantes.

RELIGIONS ET SOCIÉTÉS

Face à ces nouveaux facteurs qui modèlent notre époque, les religions sont invitées à une réflexion qui risque de secouer certaines pensées théologiques et spirituelles. Ce n'est pas un travail simple, mais c'est un travail qui pousse à adapter, à réviser, à revisiter les textes et à peut-être reformuler le discours religieux.

Dans ce même esprit, il faudrait travailler la formation religieuse, surtout celle des ministres de culte. L'éducation religieuse qu'offre chaque religion doit être cohérente avec les actualités du pays et son identité.

LES CONDITIONS DU DIALOGUE

Les relations interreligieuses devraient se baser sur des appuis comme la modestie, la constance et le courage. Ces piliers permettent de clarifier les positions de chaque religion sur les questions ambiguës qui inquiètent notre monde.

Il est crucial de ne pas exclure les athées des rencontres interreligieuses, parce que comme le signale le pape Benoît XVI, ils «mettent aussi en cause les adeptes des religions, pour qu'ils ne considèrent pas Dieu comme une propriété qui leur appartient, si bien qu'ils se sentent autorisés à la violence avec les autres»¹.

CHEMIN DE PAIX

La religion n'est pas un problème à écarter, mais elle forme une partie de la solution et de la recherche de la paix. La religion n'est pas un fait historique, n'est pas un matériel d'un livre d'histoire, mais c'est une vie concrète dans l'aujourd'hui.

Comment ne pas consacrer une partie de l'exposé au vécu quotidien de certaines régions mixtes, de confessions abra-

hamiques, où nous ressentons une paix sociale englobant l'ensemble complexe de ces sociétés.

Bien que les religions se considèrent chacune la meilleure, elles se mettent quotidiennement d'accord sur des points relevant de l'éthique, du respect de la dignité humaine et de la sécurité face aux violences et aux guerres. Cela, toujours en dépassant certains enseignements classés sacrés ou religieux.

Toutes les religions - au niveau du vécu quotidien - essaient de mettre en avant ce qui est commun et d'écarter ce qui pourrait être une source de différends. Cela n'annihile pas le danger des petits groupes fanatiques et radicaux, mais ces rapports quotidiens peuvent changer les mentalités.

En prenant le cas des pays du Proche-Orient, il est difficile de faire la différence entre un bon chrétien, un bon musulman et un bon citoyen. Et même s'il existe des points de désaccord sur plusieurs plans notamment le théologique, les tendances vont dans le sens de construire une communion et un vivre ensemble basés sur les normes des droits de l'homme.

Paul Abou Naoum

Délégué de l'évêque auxiliaire pour les relations avec l'islam

© Sant'Egredo G. Sambano



Rencontre internationale dans l'esprit d'Assise, Anvers 2014

1. Intervention du pape Benoît XVI, Assise, jeudi 27 octobre 2011.

Entretien avec le père Guy Theunis missionnaire d'Afrique

Prêtre des Missionnaires d'Afrique, appelés familièrement «Pères blancs», Guy Theunis a travaillé au Rwanda pendant près de 25 ans. En 2005, accusé injustement par le régime d'« implication dans le génocide », il a été arrêté lors d'un passage en transit à l'aéroport de Kigali et emprisonné pendant 75 jours. Il a raconté son expérience dans un livre¹. Nous l'avons interrogé à Rome, où il réside actuellement, sur le développement de l'Afrique à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'encyclique *Populorum Progressio*.



Guy Theunis

Nous célébrons cette année le 50^{ème} anniversaire de l'encyclique Populorum progressio. Comment ce texte fut-il accueilli à l'époque en Afrique ?

Le texte a été généralement bien accueilli. C'était quelque chose de nouveau à cette époque où les missionnaires composaient encore la majorité du clergé. Il marquait une prise en charge par l'Église de tout l'effort missionnaire qui comprend l'évangélisation mais aussi le développement. Dans cette encyclique, le pape Paul VI a

voulu mettre les textes du Concile en application.

L'appel du pape Paul VI à plus de solidarité, a-t-il changé quelque chose sur le terrain, notamment pour les plus pauvres ?

Autrefois, les missionnaires récoltaient pas mal d'argent grâce aux relais dont ils disposaient dans leurs propres pays. Mais pour les prêtres africains qui leur ont succédé, il était plus difficile de trouver des sources de financement. Et c'est précisément à cette époque-là qu'ont commencé les grandes campagnes de «Carême de partage». La solidarité a pris beaucoup de formes différentes; par exemple au Rwanda, on a connu les jumelages. De nombreuses communes belges sont jumelées avec des communes rwandaises. Il y a aussi eu des jumelages de paroisses. L'encyclique a certainement contribué à cette solidarité. Aujourd'hui, la situation a changé: les sommes récoltées sont moins importantes et ce sont plutôt les prêtres africains qui viennent en Occident. Ce n'est pas tout à fait normal. Il est vrai qu'au Rwanda on a de nombreux prêtres, mais je pense qu'ils devraient plutôt être missionnaires dans d'autres pays d'Afrique où la Bonne Nouvelle n'est pas encore connue!

Les conditions économiques sont très diverses sur le continent africain. Y a-t-il des raisons d'espérer ?

Ces dix dernières années, l'économie africaine en général a connu d'importants progrès. Certains pays comme le Botswana ou le Ghana se développent très bien. Malheureusement, la guerre sévit dans d'autres pays, et les médias parlent davantage de ce qui va mal. L'Afrique prend maintenant sa part dans le commerce international. Certains pays ont des taux de croissance de 5% à 10%, alors que nous sommes à peine autour de 1% chez nous. Mon expérience montre que tant que l'économie progresse bien, on a beaucoup moins de problèmes de nature politique ou de guerre. Dans les années 75-85, le Rwanda n'a pas connu de graves problèmes parce que l'économie progressait. C'est lorsque les cours du café, du thé et de la cassitérite, principaux produits du Rwanda, ont chuté que les difficultés ont commencé. Il faut aussi reconnaître que la corruption est toujours un des problèmes de l'Afrique. Quand cela va moins bien, il y a une lutte pour le pouvoir. La guerre du Rwanda a commencé en 1990 et le génocide en 1994, mais tout cela est lié à la récession commencée en 1985. Au Rwanda, le problème fondamental n'est pas de nature ethnique car les gens ont vécu pendant très longtemps plus ou moins en paix, mais lorsqu'il y a des difficultés économiques, les leaders politiques se combattent entre eux et utilisent l'argument ethnique pour arriver à leurs fins. Je suis nettement plus pessimiste pour le Congo. Comme tous les pays étrangers sont intéressés par leurs richesses, cela risque de ne jamais aller mieux. Ils financent des groupes armés qui mettent la pagaille dans le pays. Ce sont des mafias, mais notre système occidental fonctionne un petit peu grâce à elles. L'Afrique progresse globalement mais il faut reconnaître que le plus souvent, ce ne sont pas ses habitants qui en profitent le plus. Le pays le plus riche potentiellement, le Congo, est actuellement parmi les plus pauvres!

Quel est aujourd'hui le rôle du missionnaire ?

Aujourd'hui, les jeunes missionnaires d'Afrique - c'est le nom de notre congrégation - sont presque tous de l'hémisphère sud, majoritairement des Africains. C'est une de ses richesses. En Afrique, alors que la tendance est souvent à l'isolement, entre les pays et même entre les Églises, nous nous efforçons de favoriser les échanges. Quand on vit dans son pays, on

1. Guy Theunis, *Mes soixante-quinze jours de prison à Kigali*, Éditions Karthala, 2012



© Riccardo Lemart Nils Mayer - Dreamstime.com

ne fait pas la distinction entre ce qui est important et secondaire. Quand on le quitte, on a une autre vision des choses. Cet apport est très important pour les Églises africaines, car cela les ouvre vers l'extérieur. Une des forces de *Populorum progressio* a été d'ouvrir les Églises d'Occident aux réalités du Tiers-monde. Aujourd'hui, nous sommes dans une ère de globalisation ou de mondialisation. On ne peut pas faire marche arrière. Ce qui est important pour l'Afrique, c'est d'abord la construction de l'unité africaine. Tous les pays d'Afrique sont appelés à s'ouvrir à l'extérieur.

Et sur le plan spirituel?

L'Occident se sécularise, mais l'Afrique a toujours été religieuse et le reste. Les Africains sont religieux de nature. Il y a beaucoup d'Églises et de religions différentes, mais il n'y a pas le poids du passé, comme en Europe, entre les catholiques, les protestants ou les autres religions. Ils vivent l'œcuménisme beaucoup plus facilement que nous et le dialogue interreligieux aussi. Au Rwanda, par exemple, nous n'avions jusqu'il y a peu que des Églises institutionnelles très fortes. Maintenant, il y a énormément d'Églises de toutes sortes qui sont apparues, ce qui crée des problèmes. Il y a des aspects très positifs; par exemple, ils utilisent davantage la Bible. Mais il y a aussi des écueils: les Églises 'à succès' détruisent parfois le christianisme existant. Elles sont dominées par la réussite: si on donne beaucoup d'argent, alors on peut mériter le paradis... Il faut donc faire un tri entre les Églises. L'Église catholique progresse également. Un signe: avant le génocide, il y avait autour de 400 prêtres

rwandais; 200 d'entre eux ont été tués ou ont quitté le pays. Il n'en restait que 200 environ. Comme ils avaient été des cibles, avec les défenseurs des droits de la personne et les journalistes indépendants, on craignait qu'il n'y ait plus de vocations. Mais maintenant, on compte plus de 1.000 prêtres!

Comment un génocide a-t-il été possible dans un pays aussi religieux que le Rwanda?

C'est surtout à cause de la manipulation. On n'a pas appris aux gens à désobéir. Dans le système africain, il faut obéir aux chefs. Ceux qui avaient moins de conviction chrétienne ont suivi et ont tué. Mais il y a quand même le petit nombre de ceux qui ont désobéi et dont on parle moins. Ce sont des héros à garder en mémoire.

Après le génocide, il y a eu une période de réflexion au cours de laquelle les messes ont été suspendues. Il fallait prendre conscience de ce qui s'était passé. D'une certaine manière, le génocide a été 'salvateur', en ce sens qu'il a permis une prise de conscience, un peu comme la Deuxième Guerre mondiale en Europe. Celle-ci a été le point de départ de la construction européenne qui a permis de sortir des guerres à répétition. Il a fallu 40 millions de morts pour se rendre compte en Europe qu'on ne pouvait plus continuer comme auparavant. Espérons qu'il y aura une prise de conscience similaire en Afrique!

*Propos recueillis par
Jacques Zeegers*

Îles de Paix Et si l'essentiel était invisible ?

L'ONG Îles de Paix s'attache à contribuer, via ses projets, à l'émancipation et à l'autonomie des hommes et des femmes en milieu rural. Souvent, on mesure les avancées et changements matériels que produit une intervention de développement. Il faudrait aussi pouvoir mesurer, chez les personnes avec lesquelles on a travaillé, la confiance en soi retrouvée et la dignité renforcée. Ce sont les meilleurs gages que le processus de développement enclenché sera pérenne.

Les évaluations menées à bien après quelques années de présence d'Îles de Paix au Pérou ont mis en lumière que, au-delà de l'augmentation et la stabilisation des revenus des paysans, l'effet le plus spectaculaire (et peut-être le plus inattendu) est le développement de l'auto-estime et le fait que l'accès à l'eau potable et l'installation des toilettes a permis de réactiver l'intérêt des familles rurales pour leur cadre de vie.

Les agriculteurs succombaient volontiers aux sirènes de la vie urbaine, pourtant plus difficile. Apprendre à cultiver la grenadille ou élever des cochons d'Inde a eu pour effet qu'ils ont consenti des investissements sur le long terme. Ils choisissaient ainsi de se ré-enraciner à leurs terres et dans leur communauté.

ÎLES DE PAIX OBSERVE LA DIFFÉRENCE

Au cours de réunions pour définir les priorités d'un programme, les paysans – notamment les paysannes – se pressaient au fond de la salle et se montraient plutôt timides. Quelques années plus tard, leur présence est métamorphosée. Ils n'hésitent pas à faire entendre leur voix. Ils ont pris conscience que leur avis importe parce qu'il a de la valeur. Plus nombreuses sont les formations auxquelles a participé une personne, plus elle a pris confiance en elle.

Résilience et estime de soi se renforcent mutuellement et se conjuguent. Elles permettent aux agriculteurs péruviens de passer d'une

*« La modification
d'un comportement,
signe tangible
d'un projet
de développement,
ne peut être
ni chiffrée, ni filmée,
ni photographiée. »*

Dominique Pire

gestion à court terme de leur propre vie à une vision à plus long terme. Ils peuvent se projeter dans un avenir à construire sereinement. C'est une composante essentielle de leur bien-être.

« Si la progression en matière d'estime de soi concerne tout le monde, ajoute Gaël de Bellefroid, coordinateur de l'association au Pérou, elle est quand même encore plus remarquable chez les femmes... On mesure le nombre de caisses de fruits vendues ou le nombre d'animaux dans les étables, mais on ne dit rien de la productrice, qui est pourtant une autre personne aujourd'hui, épanouie, sûre d'elle et fière de son activité. Or, la confiance en soi est un ingrédient clé d'un processus de développement, et la durabilité de nos interventions est sans doute plutôt à chercher de ce côté-là. »

RELATIONS SOCIALES

La région de Huánuco a, pendant de nombreuses années, été le théâtre de l'affrontement entre les forces armées régulières et les guérilleros du Sentier lumineux. Les délations étaient nombreuses et anonymes. On s'est méfié de son voisin et les relations sociales au sein des communautés villageoises se sont considérablement détériorées. Force est de constater que les choses s'améliorent quand des coopératives peuvent être créées, par exemple pour écouler plus avantageusement les grenadilles produites par les familles.

RELATION À LA NATURE

La protection de l'environnement n'est pas la première préoccupation des populations autour de Huánuco. Les premiers projets d'Îles de Paix dans la région n'ont dès lors pas été pensés dans une perspective environnementaliste. La pertinence de s'en soucier – comme de s'intéresser à la condition de la femme – s'est progressivement imposée avant de paraître toute naturelle dans une perspective de développement intégré et durable.

Apprendre à pêcher pour manger toute sa vie, c'est bien. Mais savoir qu'on peut désormais vivre heureux de la pêche, c'est encore mieux.

Olivier de Tournaij



Justice et Paix: Heureux les artisans de paix

Quel lien existe-t-il entre nos *smartphones* et autres gadgets électroniques à la mode et le conflit qui sévit dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC)? C'est en partie à cette question que la Commission Justice et Paix travaille aujourd'hui, à la demande de ses partenaires congolais, dont la Conférence épiscopale locale.

Il y a 50 ans, le pape Paul VI créait Justice et Paix dans une volonté de «promouvoir l'essor des régions pauvres et la justice sociale entre les nations»¹. Si les temps ont changé et que les relations géopolitiques ont évolué, la pauvreté et les conflits demeurent une réalité pour de nombreuses communautés à travers le monde. Malheureusement, notre mission est toujours bien d'actualité.

La population de RDC par exemple demeure une des plus pauvres de la planète malgré l'abondance des ressources naturelles qui se trouvent sous ses pieds. Ce paradoxe tient bien sûr de différents facteurs, dont une gouvernance politique déplorable. Mais pas uniquement. En cause également, le pillage des ressources minières, dont les retombées financières permettent l'achat d'armes. L'or et le coltan de nos GSM proviennent pour grande partie de pays en conflit, qui voient leurs peuples mourir et la nature se dégrader.

QUE FAIRE?

Loin de susciter un sentiment de culpabilité ou d'impuissance, l'encyclique *Laudato si'* du pape François nous permet de trouver une inspiration mobilisatrice. Justice et Paix œuvre au quotidien auprès des différents acteurs impliqués : citoyens, éducateurs, acteurs économiques, responsables politiques.

En 2016, grâce à l'appui de milliers de citoyens européens, Justice et Paix a contribué à faire voter une loi européenne sur les minerais des conflits. Bien qu'imparfaite, cette législation est destinée à évoluer et à s'améliorer en contraignant les entreprises à rendre des comptes sur les origines des minerais que nous destinons à notre consommation. *In fine*, nous plaidons pour un commerce qui soit respectueux «de tout homme et de tout l'homme», ici en Belgique mais aussi, là-bas, au Congo ou ailleurs. Irréaliste? Non. Utopique, peut-être! Mais le pape François nous invite à être créatifs et courageux face à des enjeux économiques qui semblent nous dépasser.

LA PAIX SE CONSTRUIT

Dans la déclaration *Populorum Communio*, les Évêques de Belgique en appellent à notre Miséricorde, «clef pour vivre notre foi chrétienne d'une façon renouvelée et créative». De nombreuses situations sur terre mettent en doute cette possibilité de don. Nos pensées vont aujourd'hui aux victimes



© Justice et Paix

de la terreur; celles qui ont péri par la violence terroriste, mais aussi celles qui doivent vivre au quotidien le déni de justice ou la volonté de toute puissance. Face à la peur, à la douleur de la perte d'un être cher... peut-on forcer à pardonner? Sans doute pas. Mais nous pouvons poser les bases de relations humaines justes, permettant ainsi une véritable réconciliation.

La paix, ça se construit, jour après jour. Depuis 50 ans, notre Commission rencontre de nombreuses personnes de bonne volonté qui, là où elles se trouvent et chacune à leur manière, s'engagent pour plus de solidarité: des élèves qui se bougent pour un meilleur recyclage, des enseignants qui mobilisent leur école, des entreprises qui nous invitent à dialoguer sur les lignes de conduite pour une réelle responsabilité sociétale, des politiques qui se positionnent fermement... merci à eux et Heureux les artisans de Paix!

Axelle Fischer

1. Constitution pastorale *Gaudium et Spes*, numéro 90

Des personnes et des peuples Des engagements qui s'imposent

En mars dernier, en pleine période de la campagne de Carême de partage que les évêques nous ont confiée depuis 1961, a été publiée la déclaration *Populorum communio*, marquant le 50^{ème} anniversaire de l'encyclique *Populorum progressio* sur le développement des peuples que Paul VI avait adressée au monde.



Carême de partage 2017

Cette encyclique avait stimulé, dans notre Église, un mouvement de solidarité. Il a été développé dans notre pays par Caritas, Justice et Paix, Entraide et Fraternité - Vivre Ensemble et leur participation aux pluralistes Opérations 11.11.11. Ce fut un élan important pour la solidarité qui, selon le pape François, « désigne beaucoup plus que quelques actes sporadiques de générosité et demande de créer une nouvelle mentalité qui pense en termes de communauté, de priorité de tous sur l'appropriation des biens par quelques-uns » (*Evangelii Gaudium*, 188)

DES COLLABORATIONS DE TERRAIN

Il n'est pas anecdotique de rappeler ici que les évêques, dans l'élaboration de leur déclaration, ont demandé la collaboration de nos associations pour écrire le chapitre 4 : *Des engagements qui s'imposent*. Il s'agit là d'une reconnaissance importante de l'expérience que nos associations ont acquise dans la mise en œuvre d'actions de solidarité, tant

en Belgique que dans les pays les plus pauvres de la planète. C'est en effet surtout dans l'action de terrain que nous participons au développement intégral des personnes. Animées par les valeurs évangéliques et par l'enseignement social de l'Église, nos associations sont reconnues et appréciées pour la justesse et l'efficacité de leurs actions de lutte contre la pauvreté et la promotion de la justice sociale. Dans une quinzaine de pays, des associations partenaires soutiennent des milliers de petits paysans dans des projets de souveraineté alimentaire, dans le respect de l'environnement. Dans un nombre plus réduit de pays, Entraide et Fraternité appuie d'autres associations partenaires qui luttent en faveur des droits des enfants, notamment à travers des maisons d'accueil et des formations informelles pour les enfants les plus défavorisés. Chaque année, Vivre-Ensemble appuie une centaine de petites associations de terrain qui sont en lien direct avec les plus démunis de nos concitoyens et les migrants.

QUAND SOUTENIR NE SUFFIT PAS

C'est ensuite par la sensibilisation de nos publics que nous participons au développement intégral des personnes. Car il ne suffit pas d'être solidaire avec les autres en contribuant financièrement à leur développement et à leur bien-être: il faut être aussi solidaire dans son propre comportement de consommateur et d'acteur social. Nos associations visent le changement de comportement des hommes et des femmes de bonne volonté qui nous écoutent: des comportements qui vont dans le sens d'une sobriété heureuse: moins de consommation, préférer les 'circuits courts', plus de respect pour l'environnement. Comme l'un de nos slogans de campagne le disait bien: *Vivre plus simplement pour que les autres puissent tout simplement vivre!* En combinant la solidarité matérielle avec un changement de comportement, nous agissons pour le vrai développement intégral des personnes.

Dans la déclaration *Populorum Communio*, nos évêques ont rappelé que « l'action pour la justice et la participation à la transformation du monde apparaissent comme une dimension constitutive de la proclamation de l'Évangile ». Entraide et Fraternité et Vivre-Ensemble ont fait de ces paroles leur mission.

Angelo Simonazzi,
secrétaire général de Vivre-Ensemble